

T2137 - 360 - 4,00 F

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
tel: 805 34.08  
ccp publico  
1128915 paris

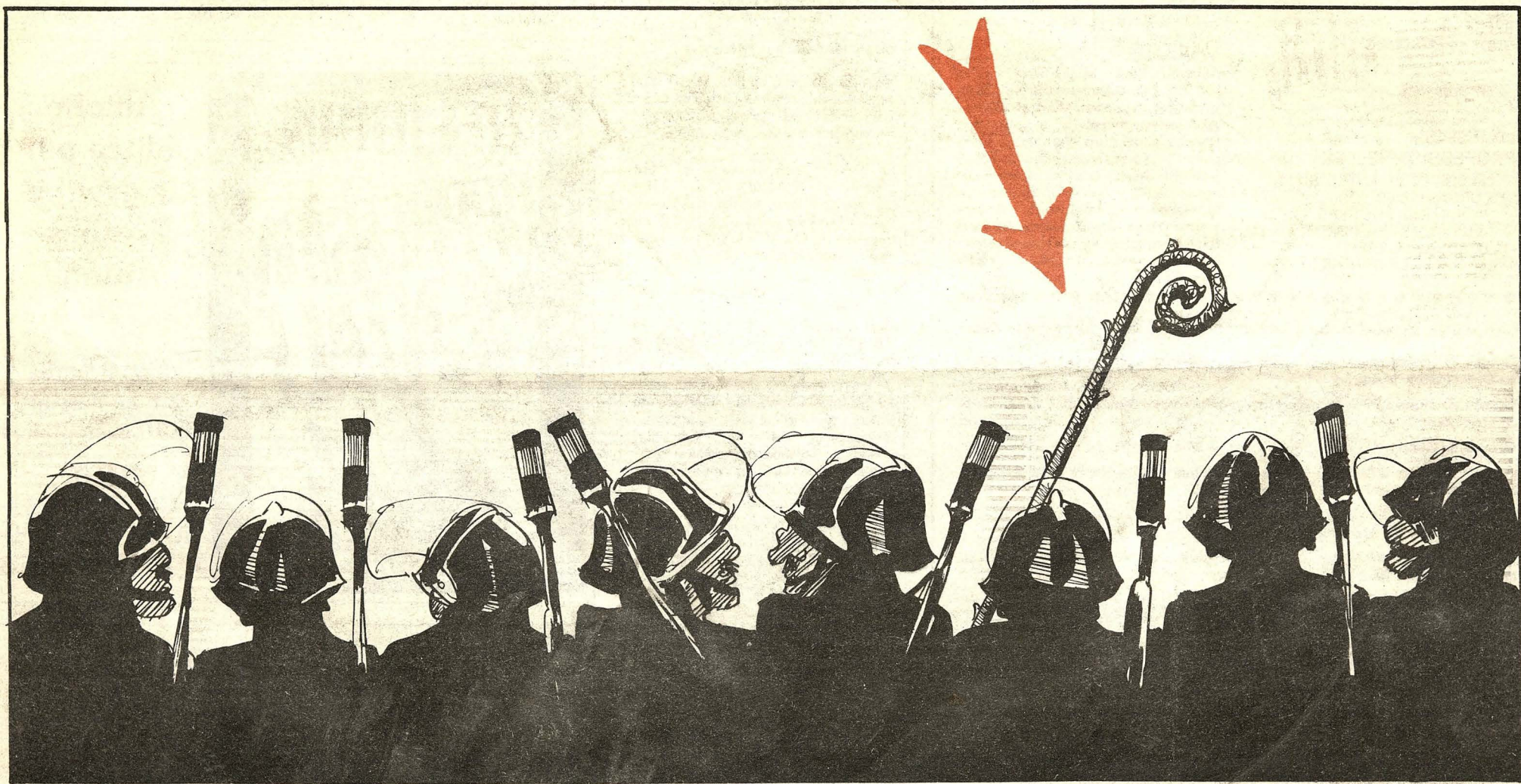
N° 360 JEUDI 29 MAI 1980 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

## « LE PAPE - UNIVERSITÉS - IMMIGRÉS » LA FRANCE DES CROSSES !



### Jeux Olympiques

## JEAN-PAUL II, MARATHONIEN DU CLÉRICALISME

*« Le vainqueur, celui qui garde jusqu'à la fin mes œuvres, je lui donnerai le pouvoir sur les nations, et il les mènera paître avec une verge de fer... ».*

Apocalypse de JEAN, 2-26, 27 (1)

**G**eorges Sufferat a raison : le cadavre de Dieu bouge encore (2). On peut même observer qu'il semble atteint d'agitation chronique.

Bien que les « jets », raccourcissant les temps de transport, mettent en évidence les dimensions finies de la planète, les déplacements successifs de Karol Wojtyla ne doivent surtout pas être pris pour les volatiles aléatoires d'une mouche prisonnière d'un bocal. Le Mexique, l'ONU, l'Irlande, la Pologne, l'Afrique, la France, chaque séjour correspond directement à un point chaud de l'implantation et/ou du développement du courant catholique du christianisme à l'échelle internationale.

#### LES VAPEURS DE L'ENCENS

Certains esprits abusés, et ceux qui les abusent, prétendent que l'Eglise est moribonde. Les pieux auteurs, des trémolos plein la voix, se demandent si le christianisme est en train de mourir (3). Bakounine déjà, il y a plus d'un siècle, mettait un peu trop d'optimisme à le voir en ruines (4).

Serions-nous donc près de la fin des temps religieux ? Approcherions-nous du triomphe de la justice ? Puisque : « Tant que le christianisme et les prêtres chrétiens, tant que quelque religion divine que ce soit, continueront d'exercer la moindre influence sur les masses populaires, la raison, la liberté, l'humanité, la justice ne triompheront pas sur la terre ; parce que tant que les masses populaires resteront plongées dans la superstition religieuse, elles serviront toujours d'instrument à tous les despotismes coalisés contre l'émancipation de l'humanité » (5).

Hélas non ! C'est Georges Sufferat qui a raison, et il s'en réjouit. Les vapeurs de l'encens continuent de couvrir la peste religieuse. Mais, nous disent encore certains esprits abusés, comme ceux qui les abusent - et ce sont souvent les mêmes que précédemment -, cela n'a plus tellement d'importance ; par exemple, Bakounine a critiqué à juste titre une forme maintenant « démodée » du christianisme, quand l'Eglise était le partenaire de l'Etat ; or, c'est le péché historique du christianisme d'avoir reconnu l'Etat (6) ; aussi, Bakounine, aujourd'hui - les pécheurs battant publiquement leur coup et se repentant de leurs erreurs étatistes -, s'apercevrait que le christianisme peut lui redonner l'espérance.

Certains ne doutent de rien ! Ils ont vraiment la foi ! D'autres, enfin, s'efforcent de nous montrer que l'Eglise s'est occupée du monde ouvrier. N'est-ce pas ?

#### LA DECONFESSIONNALISATION PIEGEE

Oh ! Foutre oui ! pour s'en occuper elle s'en est occupée. La place manque pour passer en revue l'arc-en-ciel du christianisme social et ses cent cinquante ans d'histoire mystificatrice, mais la lecture du catalogue des Editions Ouvrières (qui appartient à la JOC) montre amplement de quoi il retourne : « L'apostolat en jeunesse ouvrière... (7), catéchèse et mission en monde ouvrier... (8), vivre l'Evangile dans l'industrie... (9), j'ai vu grandir la JOC... (10) », etc. Il y en a comme cela quinze à la douzaine.

Oui, l'Eglise et ceux de sa mouvance se préoccupent particulièrement du monde du travail. Parce qu'après les déboires subis au XIX<sup>e</sup> siècle il était nécessaire à ses intérêts qu'elle s'y réimplante.

Il est évident, pour ceux qui ne refusent pas de voir les faits, que la déconfessionnalisation d'un appareil syndical bien connu constitue un élément important de cette stratégie de pénétration. Mais on ne peut mener à bien une analyse correcte des choix tactiques ou stratégiques des cléricaux sans prêter sérieusement attention à leur vocabulaire.

En fait, ils n'ont pas de double langage : ils se contentent d'utiliser un mot avec la signification qu'ils lui donnent, en sachant pertinemment que vous le comprendrez avec la signification que vous lui donnez ; ils trouvent leur compte dans la différence entre les significations.

Pour le gogo moyen, se déconfessionnaliser c'est jeter aux orties tous les liens avec le cléricisme. Pour un cléric, se déconfessionnaliser c'est rompre effectivement tout lien juridique, statutaire, avec la hiérarchie ecclésiastique..., en maintenant le plus possible les liens idéologiques. A ce jeu le gogo est systématiquement piégé par des gens qui restent de bonne foi, c'est le cas de le dire.

Il est remarquable que les bravaches « autonomes » ne s'aventurent pas à casser dans les églises. Ils risqueraient trop d'y rencontrer certains de leurs maîtres à ne pas penser. Et ce n'est sûrement pas par hasard, par anticléricalisme viscéral et primaire, que des lecteurs de la Révolution prolétarienne s'inquiètent de l'éventualité d'infiltrations cléricales dans la nouvelle équipe de la revue (11).

suite p. 6

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

ALLIER : MOULINS  
 AUBE : TROYES  
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX  
 DOUBS : BESANÇON  
 EURE : ÉVREUX  
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC  
 HERAULT : BEZIERS - MONTEPELLIER  
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 LOIRE : ST. ÉTIENNE  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MORBIHAN : LORIENT  
 NORD : LILLE-VALENCIENNES  
 OISE : CREIL  
 ORNE : LA FERTÉ-MACÉ - FLERS  
 PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT  
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE  
 - BIARRITZ  
 HT-RHIN : MULHOUSE  
 RHONE : LYON  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 MANCHE : CHERBOURG  
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : RÉGION TOULONNAISE  
 VENDÉE : GROUPE LIBERTAIRE VEN-  
 DÉEN  
 HTE-VIENNE : LIMOGES  
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-  
 MENTALE  
 BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES  
 DES ORGANISMES SOCIAUX  
 - LIAISON DES POSTIERS  
 - LIAISON DES CHEMINOTS  
 - LIAISON DU LIVRE  
 - CERCLE INTER-BANQUES

\*\*\*\*\*

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex

Groupe de Troyes : les 1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1<sup>er</sup> porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 bd Eugène Pierre à Marseille

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros-Horloge

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St. Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h., samedi de 10 à 19 h., dimanche de 10 à 13 h., 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les samedis de 10 à 15 h. au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony) tél. 668-48-58

Groupe de Montreuil-Rosny : les 1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> mercredis du mois de 19 à 20 h 30 au Centre Jean-Lurçat, place du Marché de la Croix-de-Chavaux, salle du GREER

**Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h. 3 rue Ternaux Paris 11<sup>e</sup>**

## COMMUNIQUÉS

Le groupe de Bordeaux organise une réunion sur Sport et Politique, à 20 h 30 le vendredi 30 mai, Salle de l'Aiglon à Bordeaux.

Les sympathisants intéressés par la propagande anarchiste dans les Cévennes peuvent prendre contact avec les liaisons de Florac et de Le Vigan par l'intermédiaire des R.I.

Le groupe libertaire Armand Robin invite les libertaires du Finistère à le rejoindre afin de développer et d'amplifier l'action anarchiste et anarcho-syndicaliste dans la région. Ecrire au Cercle d'Etudes Sociales, Brest-St. Pierre, BP 6 - 29278 Brest-Cédex.

Le groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne vient de sortir le premier numéro de son bulletin ACTE. Il l'adressera aux groupes et aux copains intéressés contre 2 F. en timbres-poste.

Sur Montrougé et ses alentours, un groupe vient de se créer, les personnes désirant y participer peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Nous appelons tous ceux et toutes celles qui veulent participer à la création d'un groupe sur Caen et sa région, à nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Vers la création d'un groupe à Dieppe et ses alentours, que ceux et celles qui veulent y participer peuvent prendre contact en écrivant aux Relations Intérieures.

Le groupe libertaire vendéen vient d'éditer une brochure *Le petit libertaire vendéen* (tiré en offset). Au sommaire : Les instituteurs en lutte ; Communiqué du G.L.V. à la presse ; Dossier : situation internationale (6 p.) ; Plogoff.

*Le petit libertaire vendéen* est gratuit et disponible à l'adresse du groupe (prévoir plusieurs timbres pour les frais d'envoi) : G.L.V., BP 12 - 85170 Le Poiré/Vie.

Le groupe communiste libertaire de Valenciennes invite les personnes intéressées par les conceptions anarchistes et anarcho-syndicalistes à prendre contact avec lui par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le n° 6 de *La Commune libertaire*, feuille locale du groupe Fresnes-Antony, est disponible contre 1,30 F en timbres, s'adresser à Publico.

Le groupe d'Evreux organise une réunion des lecteurs du M.L., le samedi 7 juin à 14 h 30, salle des Associations n° 3, (derrière la mairie d'Evreux).

## Informations

VOUS POUVEZ NOUS ECRIRE POUR NOUS DEMANDER NOTRE DERNIER CATALOGUE DES OUVRAGES EN VENTE A PUBLICO.

## Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18<sup>e</sup> (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 18 h 26 rue du Wad-Billy Metz Tél. 74-41-58

Directeur de la publication Maurice Laisant Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie «Les marchés de France» 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup> Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205-Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe Région toulonnaise organise une Fête Libertaire LE SAMEDI 14 JUIN DE 14h à... au Domaine des Francas à Ollioules avec Trompettes et Bourguignon Urban-Blues, Aude Azime (théâtre), Colin-Maillard Conradkilian, CallXit Meille, et... Stands, expos, bouffe, buvette

A l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Louise Michel le groupe Louise Michel organise LE JEUDI 5 JUIN à 20 h 30 en son local 10 rue Robert Planquette (m° Blanche ou Abbesses) une conférence-débat Louise Michel, le profil d'une militante anarchiste

Le groupe F.A. du Havre présente une expo sur Louise Michel du 31 mai au 7 juin au CES 16 rue Jules Tellier au Havre Tous les soirs de 18 à 20 h et le dimanche 1<sup>er</sup> juin de 15 à 19 h.

Le groupe Sacco-Vanzetti organise LE VENDREDI 30 MAI à 20 H 30, Salle Marcel Pagnol Rue du Berry à Neuilly/Marne une réunion-débat sur MOSCOU 80 Film et montage diapos Invités : Membres d'Amnesty International Orateurs : Union Anarchiste Bulgare Fédération Anarchiste Française

Le groupe libertaire A. Robin et un groupe de travailleurs sociaux organisent une conférence-débat LE SAMEDI 31 MAI à 20 h 30, au centre social de Bellevue (Brest) L'éducation libertaire avec la participation de J.M. Raynaud (auteur de L'Education libertaire)

Le groupe FA d'Aubenas organise une soirée de soutien avec le groupe REVO LE VENDREDI 6 JUIN à 20 h 30 Salle des Fêtes d'Antraigues (table de presse, expos)

**RELIGION: OPPRESSION MENTALE**

FÉDÉRATION ANARCHISTE

**Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony**

0,60 F l'unité  
 2 F au-dessous de 10 exemplaires

**PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS de 10 EXEMPLAIRES**

Vient de paraître

**VOLONTÉ ANARCHISTE N° 10-11**

Proudhon et l'autogestion de Jean Bancal

EN VENTE A PUBLICO : 20 F (numéro double)

Vous pouvez également nous abonner à Volonté Anarchiste : 8 numéros : 80 F ; soutien : 120 F.

Vous pouvez commencer votre abonnement en demandant à recevoir le ou les numéros déjà parus.

Adresse pour les abonnements : groupe Fresnes-Antony 34 rue de Fresnes 92160 Antony.

Réglez votre abonnement à CCP A.S.H. 2160042 C Paris.

*Antimilitarisme libertaire*

Feuille spéciale tirée à l'occasion de la journée de résistance à la militarisation

100 exemplaires : 25 F Un exemplaire (pour information) : 1,30 F

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

	TARIF	
	Sous pli fermé	Etranger
France		
3 mois	50 F	78 F
6 mois	95 F	150 F
12 mois	180 F	280 F

**Abonnez vous**

Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada.

**BULETIN D'ABONNEMENT**  
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus). Pays .....

Abonnement  Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

## en bref...en bref...

André Beclier refuse depuis plusieurs années de recevoir son fascicule de mobilisation. Après avoir été condamné en 1978 à un mois de prison avec sursis et à deux mois de prison avec sursis et 600 F d'amende en 79, André Beclier est aujourd'hui condamné à 1000 F d'amende et 15 jours de prison ferme.

Sur le thème « La nouvelle situation créée au Larzac suite à la cassation des ordonnances d'expropriation », une exposition Larzac - 10 ans d'affiches, est présentée à la librairie « Cherche » 3 rue Marx-Dormoy - Paris 18<sup>e</sup>, tous les jours de 10 h 30 à 14 h et de 16 h 30 à 19 h 30, sauf le lundi.

Les rencontres du Centre breton d'Art populaire auront lieu à Brest, 37 bis rue Victor Hugo ; - du 30 juin au 4 juillet : stage d'art et d'expression populaires - les 3, 4 et 5 juillet : exposition d'instruments de musique traditionnels.

Samedi 28 juin à 18 h, à la Zone de Vauve (commune de Montbrison), route de Boën-sur-Lignon (Ardennes), buffet, buvette, camping sur place. Entrée : 25 F. Programme musical : Péril Bleu ; RAS ; Bonneville ; Kildozer ; Tequilla ; Ganafoul ; Little Bob Story ; Backstage ; Atoll.

## Communiqué

Le 20 mai 1980  
23 h.

Alors que la manifestation, organisée par les syndicats étudiants et les comités de grève des Facultés de Paris et de la région parisienne pour s'opposer aux lois racistes du gouvernement et du décret Imbert, arrivait à la hauteur de la rue de Rennes et du boulevard Raspail, les forces de police stoppèrent, peu après 20 h., le cortège et empêchèrent comme le 26 avril pour la manifestation contre la militarisation de la société, organisée par la F.A. et le PSU, et comme au 10 mai pour la marche des immigrés, que celle-ci n'aille jusqu'à son terme.

C'est au moment où les manifestants remontaient paisiblement le long des trottoirs vers la gare Montparnasse que des policiers en civil en profitèrent pour appréhender au hasard plusieurs personnes.

La Fédération Anarchiste dénonce cette répression et les agissements qui tendent à se généraliser de plus en plus. Elle demande la liberté pour les inculpés du 20 mai, pour les 70 personnes arrêtées depuis la mort d'A. Bégrand. Non aux lois racistes, facultés ouvertes aux étudiants et aux travailleurs de toutes nationalités, solidarité Français-immigrés.

Fédération Anarchiste

## LE PERE PEINARD



## SOUVIENS-TOI... de la prochaine...

Le 8 mai, c'est bien connu, c'est LE jour, clairs en berne et l'arme à l'œil, thorax bombé, ousqu'on rend hommage aux « morts pour la Patrie », ceux qu'ont tombé au champ d'horreur, pasque pour que, taratata, Sambre-et-Meuse et T'auras-du-Boudin et Souviens-Toi, pour que plus jamais ça... Même que ça devrait être férié, qu'y disent les patriotes de gauche à droite, ceux qu'en sont r'venus videment (dont bonne part qu'y sont pas allés, c'est quand même plus sûr), attendu que les « autres », on les a jamais vus venir pointer en dommages-intérêts, les « cousins, morts à la guerre ou morts de rien » - pour rien... Bon, ça, tu le sais, ou t'as pas d'excuses...

Ce que j'avais jamais fait gaffe, moi, c'est ousqu'ils les prenaient, les bambins qu'on voit venir porter des gerbes avec les - presque plus - poilus et les beauf's. T'avais idée, toi ? Maintenant, je sais au moins que dans un petit bourg de l'Eure, ousqu'une copine à moi travaille, le maire use de son « Jour du maire », celui qu'il se garde férié en réserve, il a le droit, c'est prévu, pour envoyer des moufflets en pèlerinage : c'est ceux du « Foyer d'Enfants », des qu'on les a retirés à leurs parents, des « cas sociaux », on dit, des « gosses à problèmes ». Pour qu'ils en posent moins plus tard, vas-y que j'te dresse, entraîne-toi petitot que ça te servira quand tu seras grand... De la gerbe à quinze, vingt sacs, payée par le foyer, quand on rogne au budget pour les peintures, le sanitaire, la vie quoi, de tous les jours, de ces mouffards.

Ma copine, elle est « éducatrice » au susdit foyer - il n'y a que de sots métiers. Tu te doutes, je peux pas dire son nom, non plus que celui du bled, dommage mais... Désignée volontaire d'office pour diriger les bambins au monument. Regimbe, mais pas mèche d'y couper, c'est ça ou t'as le droit d'aller glaner. Alors, elle se met propre et tout, et agrafe à son pull ce badge bleu et blanc, tu sais : RESISTANCE A LA MILITARISATION. Correct !

Arrive là-bas. Ces petits bleds, tout le monde se connaît. On louche sur le macaron, crispation dans les maxillaires, poignées de main mollasses et regards qui flottent. Très vite, c'est la franche agression. Sommée par les Anciens Combattus de « retirer ça », forcément, benique, et alors ! - « Vous mériteriez qu'on vous casse la gueule ! ». Et les Trois-Fois-Cocus de joindre un semblant de geste à la parole. Finalement, devant la ferme résolution, laissent repos sur une menace suprême : - « Ben, puisque c'est comme ça, vous aurez pas droit au vin d'honneur » !... Tu parles du traumatisme : ma pote, de toute façon, elle boit qu'avec des amis...

Plus dur à vivre, le retour au « foyer », avec interview du dirlo à la clé, lequel, dûment prévenu et « complimenté » par qui-de-droit(e)!, admoneste et met en garde avec la paternelle sévérité qui s'impose, ce rogne. Gare à ce genre de fantaisie, mon petit, les temps sont durs et le chômage dans l'air, y vous arrivera des ennuis.

Je garantis l'authenticité de l'histoire. Des comme ça d'ailleurs, ça ne s'invente pas.

Plus jamais ça... n'empêche, c'était le bon temps...

Foutredieu, que la guerre est jolie !

J. ELLEM (Le Havre)

## Trouver du boulot

Ce soir, je suis dans le cirage et je comprends ce mec qui s'est suicidé au bout de trente mois de chômage ; je n'ai qu'un an à mon actif, mais dans quelques jours, mes ressources Assedic ne seront plus qu'un bien triste souvenir... et dans cet engrenage, j'entraîne mon enfant, un petit bonhomme de quatre ans que bien entendu, pour corser la chose, j'élève seule.

25 ans, sans qualification, juste le niveau du bac, on ne me prend pas au sérieux quand je demande qu'on me donne au moins une chance de faire mes preuves, on m'a même refusé pour un stage de « maçonnerie », car pas assez motivée par le métier ! Quoi ! ce serait trop de risques que de miser sur la première bonne volonté venue !

Mes propos, mes soucis, sont tellement dérisoires il est vrai face aux préoccupations d'un patron, c'est comme si je m'adressais à un désert de glace.

Des promesses, des regards bienveillants, de la grandiloquence rassurante, des « mais oui mon petit, on va s'occuper de vous », je n'en ai pas manqué, seulement, quand il s'agit d'avoir des certitudes, subitement, on ne trouve plus personne, les regards fuient, les portes se ferment, on a hâte de vous voir décamper et, au besoin, on vous délègue un secrétaire pour transmettre le joli message. Quelle bonne inconscience !

Aussi je dénonce cette malhonnêteté particulière qui sape insidieusement tous les courages, je dénonce ce désintéressement déguisé de miel qui enfonce et méprise dans une échelle de valeurs débilés.

Non, je ne suis pas disposée à accepter n'importe quel travail, avec des horaires fous qui sacrifieraient l'équilibre fragile de mon enfant. Non, je ne suis pas disposée à m'exiler de ville en ville au gré des offres d'emploi comme on me le propose. Je ne peux prétendre à rien, je n'ai aucun support qui permette toutes ces exigences que je réclame, pourtant je ne suis pas prête à me plier, à faire le gros dos devant ces porcs, je les hais chaque jour davantage !

Ils cultivent cette haine d'un côté, et ils luttent de l'autre contre ce qu'ils font naître les imbéciles, ils s'étonnent de la violence, ils s'affolent, ils alarment, quels pantins ! Quel cirque ! Leurs pitreries sont telles que nous vieillirons tous prématurément, nous sommes de vieux enfants usés jusqu'à la trame, quelle énergie et quel humour il nous faut pour rassembler nos vieux os et leur tenir tête !

PELUCRETTE - Castres

## A.N.P.E.

## Remise en cause de la liberté syndicale

« Quand j'étais à la Direction des Hôpitaux, avant la nomination comme chef de service d'un militant syndical actif, je lui ai dit : Un chef de bureau qui fait grève commet une faute professionnelle. Etes-vous décidé à respecter la règle du jeu ? A partir du moment où quelqu'un est responsable d'une unité, il ne peut se désolidariser publiquement de la direction. Il faut être solidaire ou démissionner... Signer une pétition même interne à l'ANPE, c'est une prise de position publique. La hiérarchie a d'autres moyens de s'exprimer, elle peut m'écrire ou venir me voir. Je ne demande pas une obéissance servile ; si un cadre à des « états d'âme » qu'il vienne m'en parler... »

Telles sont les déclarations tenues par Monsieur Baudouin, directeur général de l'Agence Nationale pour l'Emploi, le 22 avril dernier à une délégation CGT, CFDT, venue le rencontrer.

Le 29 avril 1980, ce même M. Baudouin mettait en application le contenu de ses déclarations en traduisant en conseil de discipline Ruddy Sanchez, chef d'agence locale à Stains (Seine-Saint-Denis).

Son activité syndicale (secrétaire fédéral de la CGT), alors qu'il occupe une « place importante dans la hiérarchie de l'établissement », constitue une faute grave aux yeux de l'administration en place. Mais il serait intéressant de connaître la « faute grave » que pourrait avoir commise Ruddy Sanchez.

Le 27 novembre 1979, à l'appel des organisations syndicales CGT et CFDT, les personnels du Centre Régional de l'ANPE-Créteil (regroupant les départements de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne et de l'Essonne) avaient manifesté leur mécontentement à l'occasion de l'ouverture du jury de recrutement des cadres. Les agents estimaient que si la Direction avait les moyens de financer des postes de cadres, elle pouvait à juste titre contractualiser les vacataires et insister particulièrement sur la situation de Bernadette Urbanski. Cas particulièrement urgent : Bernadette Urbanski, agent vacataire d'Angoulême, enceinte, et dont le mari était chômeur, avait été licenciée par l'ANPE. Avant de recruter tout personnel d'encadrement - dont l'utilité peut être mise en doute -, les agents exigeaient un poste pour tout le personnel vacataire ou temporaire.

Cette manifestation fut assimilée par M. Baudouin comme un acte de violence. Le secrétaire général, M. Bongrand, pré-

venu de l'arrivée des manifestants, refusa tout dialogue et préféra aller tenir l'examen oral (seule épreuve) de recrutement des cadres.

Or, le grand tort - aux yeux du secrétariat général - de Ruddy Sanchez était d'être présent à ce mouvement. La preuve en est que le dossier d'accusation est vide. Rien ne peut lui être reproché sur le plan professionnel. Le conseil de discipline a établi que toutes les accusations portées contre Ruddy sont fausses et sans preuves formelles. Le seul témoin de l'accusation n'est autre que M. Bongrand et ses rapports. Mais Ruddy Sanchez risque néanmoins de prendre la porte. Aucune décision n'est encore prise.

Il semble que s'attaquer à Ruddy Sanchez ne suffise pas à la Direction générale de l'ANPE ; preuve en est l'attaque portée contre Anne Lerolle, secrétaire adjointe CGT de la section 94 - traduite, elle aussi, en conseil de discipline pour les mêmes motifs qui n'en sont pas, que Ruddy Sanchez. Et la liste serait loin d'être close, si l'on devait se référer à toutes les autres accusations sans preuves, portées contre certains agents - tous militants ou responsables syndicaux - traduits, eux aussi, en conseil de discipline.

D'autre part, dans le dossier d'accusation d'Anne Lerolle, constitué par le secrétaire général Bongrand, il est inquiétant de constater le côté misogynne et l'expression d'une mentalité rétrograde qui s'y dévoilent.

Face à toute cette provocation mise en branle par la Direction générale, il ne faut pas rester inactifs. Il est évident que Baudouin et sa clique n'ont pas admis que les syndicats et le personnel s'opposent à leurs projets de démantèlement et de privatisation de l'ANPE. Agent du pouvoir, payé pour remettre en question l'existence de l'Agence Nationale pour l'Emploi, il fera tout pour avoir le personnel sous sa botte. Devant mettre en application un nouveau statut du personnel, sous peu, ce même Baudouin entend faire régner un climat de terreur, de manière à écarter toute contestation possible. Il entend s'instaurer, contrairement à ses dires, en maître de droit divin pour appliquer « sa loi » sur les employés de l'ANPE et de par là même les chômeurs. Et le cas Baudouin n'est que le reflet du ministère du Travail, donc du pouvoir. Avec les deux accusations récentes de Sanchez et de Lerolle, cela laisse entrevoir la remise en cause de la liberté syndicale.

F.G.

## Sommaire

PAGE 1  
Jean-Paul II, marathonien du cléricisme  
PAGE 2  
Activités F.A.  
PAGE 3  
En bref  
Souviens-toi...  
Trouver du boulot  
ANPE : Remise en cause de la liberté syndicale

PAGE 4  
Larzac  
Les contradictions...  
PAGE 5  
Le 35<sup>e</sup> Congrès de la F.A.  
PAGE 6  
Informations Internationales  
PAGE 7  
Le livre de la semaine  
Le racket de l'édition  
PAGE 8  
Fédéralisme et autogestion en Yougoslavie ?

# SOUSCRIVEZ

## Contradictions internes à la production marchande actuelle, guerre économique et crise mondiale du capital

Fin de l'article « Contradictions... » dont la première partie est parue dans le n° 359

Par rapport à cette réalité mondiale, deux faits notables sont précisément à prendre sérieusement en compte :

- 1) Le rôle croissant de la production militaire dont les dépenses mondiales ont dépassé les 420 milliards de dollars l'année passée ; production qui, tout en étant un accélérateur important d'autres secteurs (automobile, nucléaire, électronique...), devient en elle-même, devant le manque de débouchés civils, un secteur PRIVILEGIE de l'accumulation capitaliste.

- 2) L'effritement croissant et irrémédiable des deux blocs traditionnels hérités du partage capitaliste de Yalta avec l'émergence économique et politique de plus en plus insistante du capital japonais et du capital ouest-allemand, appelés de plus en plus à devenir des forces militaires autonomes.

C'est à partir de ces deux constatations objectives, pour nous essentielles, que les causes profondes d'une troisième guerre mondiale peuvent et doivent être analysées, et non pas à partir de superficielles supputations en partie motivées par le bourrage de crâne idéologique, orchestré par tous les média capitalistes depuis plusieurs mois.

Effectivement il n'existe pas, à l'heure actuelle, de rivalités inter-impérialistes fondamentales, graves, entre l'URSS et les USA, pour la bonne raison qu'il n'y a entre eux aucune concurrence économique effective. En effet, si l'on applique correctement la méthode d'analyse critique de l'histoire qu'ont progressivement élaborée les révolutionnaires depuis Saint-Simon, Proudhon et Marx et que Kropotkine précisait fort justement dans notre introduction, c'est TOUJOURS sur la base concrète des rivalités économiques réelles que se développent inévitablement les conflits politiques et militaires entre blocs capitalistes opposés.

Si l'on analyse avec un tant soit peu de rigueur la REALITE contemporaine du capitalisme d'Etat russe en laissant ici une fois de plus au rancart tous les lieux communs véhiculés par l'idéologie dominante et toutes les fractions capitalistes de droite et de gauche qui s'y complaisent ; le premier fait d'importance, c'est que le bloc capitaliste soviétique est dans un état de totale dépendance économique par rapport aux divers capitalismes occidentaux. L'économie russe ne subsiste que de « l'aide financière » des occidentaux dont le capitalisme américain et du pillage impérialiste qu'il exerce méthodiquement sur ses satellites.

Les pays de l'Est sont globalement le secteur le plus faible du capitalisme mondial, avec une production de qualité médiocre et un taux de productivité le plus faible qui puisse être, tout cela agrémenté d'une dette de plus de 50 milliards de dollars envers l'occident qui devrait, si tout « va bien », atteindre à la fin de cette année les 66 milliards.

Depuis qu'en 1918-20 la Russie est devenue capitaliste d'Etat, elle n'a jamais eu à aucun moment un développement économique-politique autonome, elle a toujours joué un rôle de second ordre à la remorque constante d'une puissance, elle, de premier ordre, grâce à laquelle elle assurait sa propre prépondérance dans sa roue d'influence.

Il n'y a jamais eu entre l'URSS et les USA autre chose que des luttes locales pour contrôler des territoires riches ou ayant une importance stratégique monnayable, mais depuis la guerre du Vietnam les choses se sont considérablement modifiées, le capitalisme russe et le capitalisme américain ont un intérêt commun fondamental pour leur prépondérance respective : empêcher A TOUT PRIX le rapprochement économique-politique entre, d'une part l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, et d'autre part le Japon et la Chine. Andrew Young ne se félicitait-il pas du rôle stabilisateur des Cubains en Angola, qui avaient ain-

si empêché le Japon et l'Europe d'intervenir davantage dans l'Ouest africain ?

Militairement, la Russie a toujours joué le même rôle ; au XIX<sup>e</sup> siècle, elle était le bras droit de l'impérialisme britannique, aujourd'hui, quoique la mystification idéologique puisse faire croire !, elle est celui de l'impérialisme américain. Bref, l'armée rouge mange du blé américain et les ordinateurs qui orientent sa flotte et guident ses missiles sont fournis par Washington qui sait bien que le danger à venir n'est pas là... Moscou et le Pentagone ont le même objectif : empêcher la création d'une vaste Europe unifiant l'Est et l'Ouest, sous l'influence économique de la RFA et qui deviendrait alors le danger n° 1 (idem pour la Chine et le Japon qui deviendraient alors un danger tout aussi puissant !).

Regardons du côté du capitalisme japonais et du côté du capitalisme allemand, car leur énorme potentiel économique, conscient de ses réalités, est lui en train de se militariser massivement, même s'il le fait en douceur.

Le budget militaire de « l'agence de Défense nipponne » est passé de 1,6 milliard de dollars en 70 à 11 milliards en 79. L'agence et le patronat viennent, en janvier de cette année, de créer une « association des industries de haute technologie pour la défense ». Des recherches militaires sont effectuées par tous les grands groupes industriels du pays : Mitsubishi, dont 12% du chiffre d'affaires sont désormais représentés par les commandes militaires ; Shin Meiwa Kogyo, dont 21% sont représentés par les mêmes commandes, etc.

Quant à la RFA qui a déjà la seconde armée mécanisée d'Europe après l'URSS, elle a loué, par l'intermédiaire d'une société : la OTRAG, une superficie de cent mille kilomètres carrés dans la province de Shaba au Zaïre, pour une période de 25 ans (avec possibilité de prolonger le bail en tranche de 10 ans), afin d'y effectuer des expériences de fusées. De même, on peut tenir pour plus que probable les multiples liens nucléaires entre Bonn et Pretoria démontrés dans le livre *The Nuclear Axis*, qui tend à prouver l'existence d'une collaboration germano-sud-africaine dans la fabrication d'armes nucléaires.

Aujourd'hui avec le partage définitif du monde impérialiste, c'est-à-dire avec l'achèvement de l'intégration des secteurs pré-capitalistes, il n'est globalement plus possible au capitalisme de réaliser à long terme de la plus-value. La crise est donc PERMANENTE et elle implique de façon périodique des destructions massives comme en 14 et comme en 39, qui permettent momentanément une redistribution des marchés auparavant parvenus à SATURATION. L'année 80 annonce une nouvelle récession (cf. la chute brutale de Chrysler) et une exacerbation grandissante de la concurrence devant les marchés de plus en plus réduits à la portion congrue. Le taux de profit va continuer sans nul doute à régresser de façon massive, les restructurations vont s'intensifier, la masse de plus-value va, elle aussi, chuter. Bref, pour tenter de s'opposer à la baisse grandissante du taux de profit, la bourgeoisie internationale va, une fois de plus, compresser les coûts salariaux, mais ce replâtrage artificiel réduira d'autant la consommation intérieure et replongera le système dans de nouvelles contradictions.

A plus ou moins long terme, c'est-à-dire au moment crucial où la saturation des marchés sera effectivement réalisée, l'unique solution pour la survie du capitalisme restera la même : la GUERRE, seul moyen concret de continuer à valoriser le CAPITAL.

Les luttes de classes qui se déroulent aujourd'hui malgré l'étouffoir syndical et partidaire sont le produit direct des contradictions internes à la production marchande et de la crise globale qui la

# AU LARZAC COMME AILLEURS : NON A TOUTES LES ARMEES

À la suite d'un pourvoi introduit par les avocats des paysans du Larzac, le mercredi 7 mai, la Cour de cassation a annulé la procédure d'expropriation de 69 dossiers sur 249, ce qui représente une superficie de trois mille hectares. En effet, la procédure n'avait pas été visée et contresignée par le sous-préfet de Millau, ce qui, selon la jurisprudence, constitue un cas de « nullité substantielle » et enlève tout caractère légal aux arrêtés.

Après l'annonce de cette décision, les déclarations des politiciens de tous poils vont bon train. Roland Bascary-Mausser, sénateur-maire de Rodez, déclare « ... il appartient maintenant à toutes les bonnes volontés de se rejoindre pour rechercher la bonne formule... », et Jean Puech, président du Conseil général, « ... je crois que tous les responsables vont mettre à profit le nouveau délai qui nous est donné pour intensifier, dans l'esprit de dialogue, les démarches nécessaires de façon à trouver des solutions concrètes... ».

Quant aux organisations professionnelles et syndicales agricoles de l'Aveyron (CDJA, FDSEA, Chambre d'Agriculture), elles espèrent que le gouvernement prendra en considération les propositions faites par les responsables agricoles, afin d'arriver à une solution acceptable pour les agriculteurs du Larzac et les élus de la région. Il ne faut pas les oublier, les élus de la région, surtout quand se profilent à l'horizon les élections de 81. Politique oblige !

Et voici ce que déclarait un paysan du Larzac : « Le gouver-

nement peut envisager cette sorte de médiation annoncée par M. Giscard d'Estaing à Rodez, et alors, on peut discuter en toute plénitude et en toute sérénité. Si le pouvoir est honnête, c'est peut-être le moment de trouver une solution ». Comme si le pouvoir pouvait être honnête ! Après

Deruy, conseiller général de Millau, qui énonce clairement la meilleure solution, la meilleure formule aux problèmes du Larzac : « ... C'est donc une occasion pour la seule issue possible : discuter sérieusement pour une solution qui permette le maintien des agriculteurs et une extension



tous les coups bas que le pouvoir a infligés aux paysans du Larzac, comment peut-on envisager que ce dernier puisse être honnête ?

La lutte du Larzac est maintenant définitivement sur le chemin de la légalité et est rentrée dans les normes et c'est beaucoup mieux ainsi pour tout le monde. Pour les politiciens, c'est l'occasion rêvée de récupérer pleinement le mouvement, et pour le pouvoir, il va pouvoir enfin dialoguer avec des gens conscients et responsables, et c'est pour lui une façon élégante de sortir la tête haute de cette affaire qui dure depuis 10 ans.

Voici la déclaration de Gérard

raisonnablement limitée du camp. C'est le bon sens ».

Pour nous anarchistes, le bon sens est que l'armée n'a rien à foutre sur le Larzac comme ailleurs, que la seule solution au problème du Larzac, c'est la suppression de l'armée. Nous ne cesserons de dénoncer le rôle de toutes les armées : chien de garde du pouvoir en place et ce, quel que soit le pouvoir. L'exemple du Larzac nous montre une fois de plus comment une lutte qui se situe au niveau politique, est dénaturée dans ses revendications et dans sa forme.

JEAN-EMILE  
(liaison Le Vigan)

## Chronologie des événements du Larzac

- 11 octobre 1970 : à La Cavalerie, M. Fanton, secrétaire d'Etat à la Défense, annonce que l'on projette d'étendre le camp militaire du Larzac.
- 30 octobre 1971 : communiqué du ministère de la Défense confirmant la décision d'extension du camp (le projet porte sur l'acquisition de 14 458 hectares, surface qui sera ramenée à 13 675 hectares).
- 6 novembre 1971 : première manifestation d'agriculteurs à Millau.
- 6 décembre 1971 : le Conseil général de l'Aveyron demande que soit rapportée la décision d'extension. La motion est rejetée par le ministère.
- 11 octobre 1972 : arrêté préfectoral pour la mise à l'enquête publique.
- 25 octobre 1972 : les premières brebis du Larzac sous la Tour Eiffel.
- 26 octobre 1972 : décret d'utilité publique.
- Du 7 au 13 janvier 1973 : les paysans du Larzac rejoignent Paris en tracteur.
- Fin janvier 1973 : recours des paysans devant le tribunal administratif de Toulouse.
- 10 juin 1973 : pose de la première pierre de la bergerie de la Blaquière (située sur des terrains devant être expropriés).
- 25 août 1973 : premier grand rassemblement de protestation sur le Larzac.
- 21 juin 1974 : le tribunal administratif de Toulouse rejette le recours déposé par les paysans.
- Les 17 et 18 août 1974 : fête des moissons sur le Larzac.
- 30 janvier 1975 : arrêté préfectoral portant sur l'enquête parcellaire.
- Février-mars 1975 : manifestations diverses dans les mairies des communes concernées (dossiers brûlés, meeting...).
- 28 juin 1976 : commando des paysans dans le camp militaire de La Cavalerie (dossiers brûlés). Plusieurs manifestants seront arrêtés et, après jugement, emprisonnés quelques jours à Montpellier.
- 20 octobre 1977 : le décret d'utilité publique est prorogé pour une durée de cinq ans (soit jusqu'en 1982).
- Les 13 et 14 août 1977 : arrêté de cessibilité des terrains visés par le projet d'extension du camp.
- 26 octobre 1978 : premières ordonnances d'expropriation.
- 7 mai 1980 : la procédure d'expropriation est annulée par la Cour de cassation pour vice de forme.

# 35<sup>e</sup> Congrès de la F.A.

## Une seule réponse à l'exploitation et à l'oppression : l'autogestion

**C'**est à Angers, les 15, 16, 17 et 18 mai, que s'est tenu le 35<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Anarchiste. Organisé par les groupes angevins dans une région bercée autant par le passé syndicaliste révolutionnaire du syndicat des ardoisiers de Trélazé que par une tradition cléricale entretenue par les grandes familles nobiliaires et poursuivie par les notables, ce congrès a réuni 250 délégués.

En tout premier lieu, les congressistes se sont penchés sur les modifications à apporter aux structures internes de l'organisation. Cette confrontation constructive pour le congrès permet que se côtoient dans la même organisation des courants différents de la pensée anarchiste. A travers ces débats, les délégués ont pu travailler à la réactualisation du préambule des Principes de Base de la Fédération Anarchiste, qui définit les grandes lignes de la pensée anarchiste et la nécessité de s'organiser pour la propager.

Puis, les congressistes ont abordé le débat général sur l'autogestion, qui réunit tous les militants de la Fédération autour d'un projet global de transformation radicale de la société.

### La situation économique

Reprenant les thèmes traités par le Congrès extraordinaire d'Antony en novembre dernier, le congrès a approfondi l'analyse de la crise structurelle du capitalisme international. Partant de l'étude des facteurs de la crise qui avait été élaborée précédemment, les congressistes se sont penchés sur l'analyse de la période (1945-1980) du déroulement de la crise et de ses conséquences.

L'économie d'après-guerre est marquée par une situation de reconstruction et d'expansion généralisée due à la conjonction de plusieurs facteurs :

- La défaite de la classe ouvrière, provoquée par le fascisme, par la guerre et par l'hégémonie réformiste (répercussion du « Retrouvez vos manches » de Thorez qui a déterminé jusqu'à aujourd'hui l'intégration des syndicats au capitalisme), a amené une surexploitation permettant une hausse du taux de la plus-value ;

- le développement de technologies nouvelles (automation, informatique, télématique, énergie nucléaire...), la recherche accrue de productivité, ont permis la création de nouveaux marchés, cruciaux dans la recherche constante de profits. Pourtant, ce développement présentera, à long terme, un obstacle infranchissable pour les petites et moyennes entreprises, et favorisera, par conséquent, le monopole du marché des produits très élaborés aux multinationales et aux entreprises d'Etat ;

- la recherche de marchés nouveaux dans les pays du Tiers-Monde et du Quart-Monde en redéfinissant la politique néocolonialiste des grandes puissances et en imposant un nouveau partage du monde, apportera un second souffle à cette économie fondée exclusivement sur la croissance jusqu'à la crise des matières premières ;

- l'intervention accrue des Etats pour réguler cette recherche de nouveaux marchés a favorisé la concentration du capital pour lutter contre la baisse du taux de profit. Cette présence croissante de l'Etat pour réguler les mécanismes économiques annonce la situation actuelle dans laquelle des secteurs entiers de l'économie disparaissent malgré l'apport de fonds publics (aide aux investissements, prêts...).

Dès les années 60, de nouveaux soubresauts apparaissent : la combativité grandissante de la classe ouvrière entraîne de nouvelles difficultés pour le capital.

La fin de la période de reconstruction fait entrer directement en concurrence les économies européennes (menée par la RFA) et japonaise à celle des USA. Malgré l'apparition de ces contradictions, l'expansion se poursuit jusqu'en 74. La hausse brutale des matières premières les révèle et les exacerbe jusqu'à leur point de rupture. L'alimentation en ma-

tières premières reste le point névralgique pour les économies des grandes puissances, qu'elles essaient de résoudre soit en s'appuyant sur des bourgeoisies nationales dévouées à leur cause, soit dans des guerres locales par pays interposés.

Les économies ne peuvent plus soutenir artificiellement (endettement constant auprès de l'Etat des secteurs en perte de vitesse) les entreprises en difficulté et préfère donc, à travers des fermetures, l'accroissement du chômage, laisser la loi de la concurrence rééquilibrer les marchés traditionnels (textile, sidérurgie...).

La restructuration se fait donc à un niveau mondial et correspond à une nouvelle division internationale du travail reprenant en compte de nouveaux partenaires économiques : les pays en voie de développement et l'URSS. En France, elle s'est faite en deux temps :

- l'élimination de secteurs en perte de vitesse et l'absorption de nombreuses PME par les grandes entreprises ;

- la liquidation différée à cause des élections de 78 de secteurs entiers de l'économie nationale. Le redéploiement industriel se fait sous l'égide de l'Etat, mais évolue en fonction des transformations des marchés internationaux et au soupoudrage général de secteurs succède une aide sélective aux industries de pointe. Si la restructuration est nécessaire à la survie du capitalisme, elle a sur la situation sociale des conséquences désastreuses. Mais cette restructuration ne peut en aucun cas circonvier la crise mondiale du capitalisme qui n'est plus une crise de croissance et de réadaptation, mais bien une crise structurelle. La destruction de secteurs entiers, la mise en valeur des entreprises de pointe, la montée d'une nouvelle couche dirigeante (la technocratie étatique ou des multinationales) ne résoudront pas la crise économique, mais peuvent reculer l'échéance finale de transformation des marchés par l'intermédiaire d'un conflit mondial ou un renversement des rapports économiques par une révolution sociale.

Face à cette situation économique, la politique gouvernementale, après des hésitations dues aux élections, coupe à grands coups de licenciements dans les secteurs improductifs et remet en cause les acquis de la classe ouvrière. Le plan Barre a permis au gouvernement en place de cacher derrière une voile expansionniste le déficit constant de la balance des paiements. Mais aujourd'hui, la vapeur est renversée ; aucun artifice politique ne peut masquer aux divers clans électoraux (petits artisans, commerçants, PME...) la situation telle qu'elle se présente : accepter la crise dans son entier d'où découle une mort certaine des petits marchés traditionnels et une baisse continue du pouvoir d'achat, ou faire face à une transformation radicale de l'économie qui, dans les faits, ne présente pas un partage du profit entre les divers capitalistes. Le choix de société subit l'évolution des rapports économiques : la bourgeoisie déterminait l'aspect de l'équipe gouvernementale en fonction du maintien et de l'augmentation du taux de profit que celle-ci apportait par ses interventions dans l'économie nationale et sa recherche de marchés internationaux, alors qu'aujourd'hui le choix politique est différent : c'est la volonté de maintenir la société de classes, quitte à faire des sacrifices, qui fait face à un clivage politique et économique, ne se faisant qu'en ces termes : maintien du capitalisme ou révolution sociale.

### La situation politique et sociale

L'évolution des luttes ouvrières et du contexte politique est déterminée par la situation économique, mais également par le choix de société des équipes dirigeantes en place.

Le tournant des luttes ouvrières qui, d'une syndicalisme offensif de lutte de classes d'avant 1921, est parvenu à un syndicalisme de collaboration de classes, en s'intégrant à une évolution des situations politiques et économiques. Le programme politique des partis de gauche (SFIO, PS, PC) ne propose pas une transformation radicale des rapports économiques, mais se contente de vouloir gérer la crise, et a amené les syndicats à jouer un rôle régulateur de l'économie nationale. A travers des intérêts politiques divergents, les syndicats ont accepté les structures de l'économie capitaliste en place, et par voie de conséquence ont entraîné avec eux un nombre important de travailleurs.

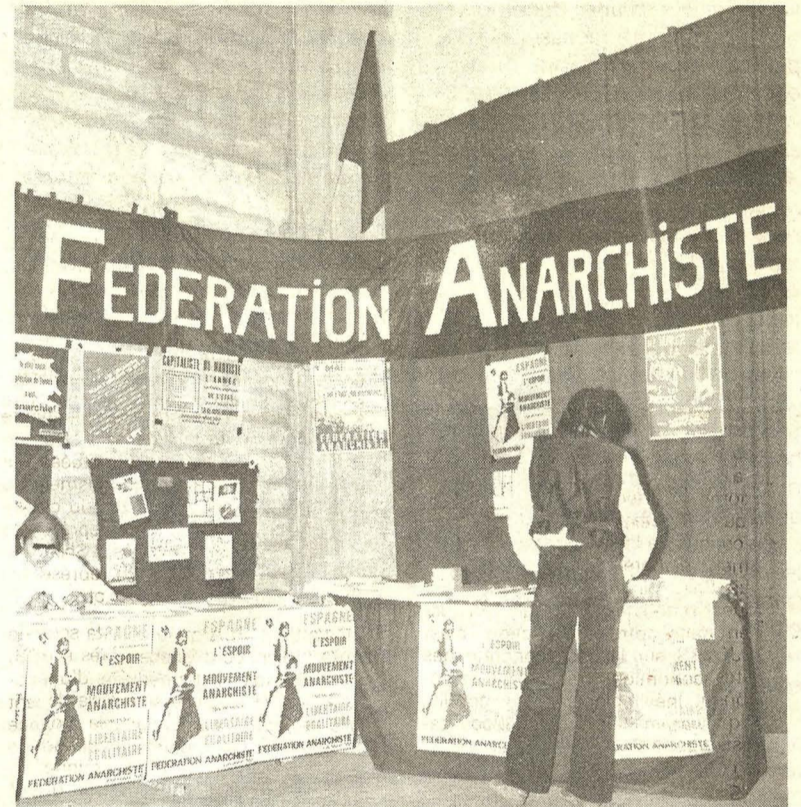
Le mirage de l'unité ouvrière derrière la révolution russe est le symbole de la représentation des luttes ouvrières de ces dernières années. L'unité de l'après-guerre, celle de l'attentisme de 78 et celle d'appel aux directions syndicales du Premier mai 80 représentent les données de lutte actuelle. L'acceptation des syndicats à co-gérer une société capitaliste florissante puis à accepter une baisse importante du pouvoir d'achat qui entraîne une acceptation inconditionnelle des remises en cause des acquis et une dégradation sociale, n'est pas du seul fait du déterminisme politique des cadres dirigeants, mais également de l'intégration des travailleurs au capitalisme. L'économie d'après-guerre a transformé les rapports sociaux, cette économie dont la base, dans les sociétés avancées, était une consommation accrue des produits courants, d'où découle une amélioration des conditions de vie, a posé comme préalable à la perpétuité d'une situation sociale calme la fonte en commun des intérêts antagonistes de classes du travailleur et du patron. Le développement du tertiaire, l'ouverture des facultés, des choix d'existence non plus de survie, mais d'acquisition de produits courants (voiture, électro-ménager, accession à la propriété) a revalorisé les luttes réformistes et reculé aux calendes grecques les combats radicaux. Et c'est pourquoi nous faisons face, aujourd'hui, à une

situation sociale intermédiaire : la volonté des travailleurs de trouver les solutions à la conservation de leurs conditions de vie dans le cadre du capitalisme, la peur de perdre des acquis individuels qui leur font accepter la restructuration comme facteur intangible de la société, critères d'intégration qui s'opposent à une analyse radicale des rapports sociaux existants. Les derniers mouvements de grève en sont un exemple frappant. D'un côté la classe ouvrière accepte inconditionnellement la crise économique, de l'autre certaines couches touchées de plus près par la crise emploient des moyens de lutte révolutionnaires. L'après 78 entre dans ce cadre social : le mythe de l'unité d'état-major qui promet une transformation politique sans toucher aux particularismes sociaux, le tout ou rien, résultante directe de la restructuration.

syndicats que le CNPF, la préparation des présidentielles, maintiennent la société de classes et représentent simplement des intérêts particuliers de telle ou telle couche de la société, dont les angoisses de perte de privilèges, ou les assurances de leur poursuite, déterminent les discours électoraux des partis. Il ne s'agit plus de dénoncer les mensonges électoraux, les scandales politiques et la mise au pas des syndicats et des travailleurs, mais de présenter la situation sociale et économique telle qu'elle se présente : la continuation de l'exploitation et de l'oppression par un gouvernement, Barre ou Rocard, ou la transformation radicale de la société de classes. Il n'y a plus de choix !

### L'intervention des militants anarchistes

Les congressistes ont ensuite réaffir-



Les luttes intestines de la gauche, le consensus enregistré autant par les

mé les axes d'intervention de leur organisation.

## Nos axes de lutte

Les luttes ponctuelles, dictées par l'actualité sociale et politique, entrent dans notre combat global contre la société capitaliste. Les congressistes, en intégrant à un projet autogestionnaire de destruction du capitalisme et de construction de rapports économiques égaux, les luttes contre les J.O., les présidentielles, l'armée..., ont montré ainsi leur volonté de transformer des luttes spécifiques en combat radical.

### Sur les présidentielles

La Fédération Anarchiste a réaffirmé son opposition à toutes les structures étatiques et, par voie de conséquence, appelle à l'abstention révolutionnaire. Elle constate que les divers programmes politiques présentés par les partis de droite, de gauche ou d'extrême-gauche, ne recherchent nullement une transformation de fond de la société, mais représentent la palette politique créée non pas en fonction des intérêts des populations, mais dictée par celui des technobureaucrates et l'ensemble des notables. La Fédération Anarchiste ne pose pas comme préalable à la fin de l'exploitation un quelconque programme commun, mais bien un projet autogestionnaire révolutionnaire. C'est pourquoi les militants de la Fédération Anarchiste comptent donner le maximum d'ampleur à cette campagne (rencontres nationales et régionales proposant une alternative révolutionnaire au problème électoral).

### Sur les Jeux olympiques

Malgré l'appel des Etats au boycott des J.O. de Moscou, les congressistes prolongent cette campagne définie par le précédent congrès. Car ni les Etats, ni certains comités, ne s'opposent au fondement même des J.O. (idéologie de la compétition, hiérarchie corporelle, aspect commercial de cette fête internationale, maintien des nationalismes) et ne s'opposent au caractère même du régime capitaliste d'Etat d'URSS. Ils dénoncent le marxisme et le léninisme, fondements idéologiques du régime soviétique, principaux facteurs de l'autoritarisme du socialisme d'Etat. Tout comme le Mondial fut l'occasion de se solidariser avec les victimes des régimes fascistes d'Amérique du Sud, la Fédération Anarchiste soutient les luttes des travailleurs russes et de la dissidence en butte à la répression étatique soviétique.

A travers l'actualité économique et sociale, les militants réunis en ce 35<sup>e</sup> Congrès ont également défini des thèmes de campagnes spécifiques telles : dénonciation du racisme étatique (lois Imbert, Stoléru), de la remise en cause de la liberté d'expression (loi sur l'affichage, poursuite des antimilitaristes...) et comptent poursuivre une campagne antimilitariste et contre la guerre engagée depuis deux ans par les groupes de la Fédération.

Dans les entreprises, à travers les luttes de quartier et les luttes spécifiques, les anarchistes dénoncent les mirages électoraux, s'opposent à la politique d'intégration et de consensus politique et social. Ils interviennent directement pour renverser la société de classes, afin de parvenir à la construction d'une société fondée sur la libre association des individus. Notre place est au côté des travailleurs en lutte qui mettent sur pied des structures fédéralistes pour s'opposer véritablement à la restructuration et à la gestion de la crise par les réformistes. Il s'agit pour nous d'empêcher l'assimilation des intérêts des travailleurs à ceux de la bourgeoisie et de l'Etat, et tout faire pour amener les prolétaires sur un terrain révolutionnaire à partir de leurs revendications quotidiennes. Seule la radicalisation des luttes amènera la classe ouvrière à choisir entre l'exploitation que lui réserve la société capitaliste et son émancipation totale.

Ces données déterminent l'activité de la Fédération Anarchiste et de ses militants. En opposant à la société autoritaire d'exploitation un monde sans classes ni Etat, en posant comme condition première à l'émancipation de tous l'égalité économique et sociale, la Fédération Anarchiste propage dans toutes les luttes la nécessité du refus de la collaboration de classes proposée par les syndicats et les partis politiques, et combat en faveur de la montée de combats radicaux possédant dans leur propre structure la capacité d'imposer une transformation révolutionnaire des rapports sociaux.





# FÉDÉRALISME ET AUTOGESTION EN YUGOSLAVIE ?

La mort de Tito a fait se reposer le problème de la Yougoslavie en tant que telle. Les journaux à sensation n'ont pas manqué de faire un panégyrique du « grand homme ». Mais combien ont posé dans sa complexité, le problème de l'existence même de cette « expérience yougoslave » ?

Si nous ne pouvons en aucune manière nous retrouver, nous anarchistes, dans l'organisation de la société yougoslave, les problèmes qui se posent (et surtout qui vont se poser) outre-adriatique, ne peuvent nous laisser indifférents. « L'expérience yougoslave » n'est en fait que l'histoire de peuples qui, pour lutter contre l'invasion nazie, ont été contraints de se fédérer puis, pour échapper aux massacres de Staline poursuivant l'édification de la dictature léniniste conforme aux projets marxistes, de s'orienter vers des voies de gestion décentralisée.

Si l'affirmation (au moins constitutionnelle) de « l'autogestion », si cette fédération née de la lutte (et non comme en URSS de traités), ne peuvent que nous être sympathiques, le manque de rigueur pour une doctrine libertaire entraînant un manque de volonté révolutionnaire, a conduit la Yougoslavie à faire naître cet enfant, mi-homme, mi-bête, dont les structures s'opposent tout autant au socialisme autoritaire (marxiste) que libertaire. « *La rupture avec le stalinisme n'a pas suscité une véritable conversion intellectuelle ; tout au contraire, traités d'hérétiques par les hiérarques de l'Eglise communiste, les Yougoslaves ont souvent réagi par une surenchère verbale d'orthodoxie marxiste. Certes, ils ont bénéficié subrepticement d'infiltrations proudhoniennes (...), mais ils n'en ont pas moins continué de porter le poids de l'hypothèque originelle* » (Alexandre Marc, *L'Europe en formation*, déc. 76-janv. 77). C'est ce dogmatisme marxiste qui empêchera la Yougoslavie de s'orienter dans une voie révolutionnaire et qui la fera aboutir à cette situation ambiguë dans laquelle elle se trouve aujourd'hui. C'est la doctrine marxiste, acceptée officiellement mais inapplicable dans les faits parce qu'inacceptable par des hommes en quête de leur liberté, qui a conduit la Yougoslavie à n'en avoir aucune. Si aujourd'hui la Yougoslavie, écartelée entre l'Est et l'Ouest, est au bord de la faillite, c'est bien par défaut de rigueur doctrinale, rigueur qui seule peut nous éviter d'être récupérés ou détournés d'une voie révolutionnaire.

Après la disparition de Tito, l'URSS interviendra-t-elle en Yougoslavie, par diplomatie d'abord et, si cela se révélait insuffisant, par une invasion militaire ? Une telle action permettrait-elle aux USA de justifier enfin l'action impérialiste dont ils rêvent depuis des années dans cette contrée ? Il y a de fortes chances que, si les peuples qui composent la Yougoslavie ne retrouvent pas à moyen terme l'unité qui les a caractérisés dans la lutte contre le fascisme, un « ordre nouveau » règne bientôt à Belgrade.

On peut distinguer plusieurs phases successives dans la formation de l'Etat yougoslave. Les origines d'une fédération entre les « peuples slaves du sud » peuvent remonter au fédéralisme balkano-danubien au XII<sup>e</sup> siècle, mais, la fédération actuelle descend plus directement de l'union entre les Bulgares, Grecs, Roumains et Serbes

pour se libérer de la domination ottomane à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La fédération yougoslave proprement dite ne se crée qu'entre 1943 et 1946 par la transformation du « Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie » en corps législatif et exécutif, et la création du « Comité national de libération yougoslave » en tant que gouvernement fédéral provisoire sous la direction de Tito. C'est ainsi que s'unirent les six républiques qui composent actuellement la Yougoslavie.

Au début de 1945 furent formés un gouvernement fédéral, des ministères fédéraux et ensuite des gouvernements dans les républiques fédérées. L'Etat central joue alors le rôle prédominant, administre toutes les entreprises « d'intérêt général », vote le budget fédéral, contrôle et approuve le budget des républiques, établit la plupart des lois sur l'économie, la justice, l'éducation, la santé publique, l'administration... La Constitution de 1945 était en fait une copie, à quelques détails près, du modèle de l'URSS : une forme fédérale cachant mal une pratique centraliste.

Le conflit avec Staline et le Kominform isole la Yougoslavie dès 1948 du reste des pays « socialistes ». Les pressions militaires, politiques et économiques, l'obligent à se tourner vers les pays occidentaux et à rechercher de nouvelles voies de développement. Staline ne devait certes pas apprécier l'indépendance que tentait d'affirmer la Yougoslavie et le refus de calquer sa politique agraire sur la collectivisation de type soviétique.

La nouvelle orientation pour tenter d'enrayer la campagne anti-yougoslave menée par l'URSS sera marquée par la recherche de formes de décentralisation de l'administration et l'introduction de ce que l'on a appelé « l'autogestion ouvrière ». Cette orientation est depuis poursuivie et, en quelque sorte, consacrée par la Constitution de 1974 qui élargit de façon gigantesque le pouvoir des républiques qui disposent pratiquement d'un droit de veto sur les grandes décisions d'intérêt national et implante l'idée fondamentale du système de délégation à la place de celui de représentation. Bien organisé, ce principe devrait théoriquement permettre que les décisions soient prises, non plus par des représentants, mais par des assemblées de délégués élus, mandatés et révocables.

La Yougoslavie (20,5 millions d'habitants selon les statistiques de 1971) est donc composée de six républiques : la Serbie (8,5 M.), comprenant elle-même deux territoires autonomes qui sont la Voïvodine (2 M.) et le Kossovo (1,2 M.) ; la Croatie (4,5 M.) ; la Bosnie-Herzégovine (3,7 M.) ; la Slovénie (1,7 M.) ; la Macédoine (1,6) et le Montenegro (0,5 M.). Les régions économiquement les plus retardées (Kossovo, Bosnie et Macédoine) étant celles qui traduisent le plus fort accroissement démographique.

Le système socio-politique repose officiellement sur le « travail librement associé » en « autogestion » dans tous les domaines d'activité sociale. La base économique de tout le système est la « propriété sociale » qui signifie que les biens n'appartiennent à personne (ni à des particuliers, ni à des groupes, ni à l'Etat) et qu'ils sont gérés directement, en toute autonomie par les travailleurs associés. Les structures fédérales s'appuient sur le système

d'assemblées (créées selon, donc, le principe de délégation) qui constituent les organes suprêmes du pouvoir à chaque échelon de la communauté socio-politique (commune, province, république, fédération). Sont d'abord élues, au sein des cellules sociales de base, des assemblées communales réparties en trois chambres : métiers, communes, politique, où siègent les députés de la Ligue des communistes, les syndicats et les groupes de femmes et de jeunesse. Ces chambres élisent séparément, en leur sein, les délégués aux chambres correspondantes des assemblées des républiques et des provinces. L'assemblée fédérale comporte deux chambres composées, l'une de délégués des assemblées locales, l'autre de délégués des assemblées des républiques et des provinces. Enfin, une « présidence collégiale » composée d'un représentant de chaque province et chaque république élit par roulement, chaque année parmi ses membres, le président et vice-président qui disposent, en plus des pouvoirs classiques, de pouvoirs exceptionnels en cas de guerre. La personnalité et le rôle joué par Tito lors de la construction de la Yougoslavie, l'ont fait nommer à vie à la présidence.

Le schéma qui précède et qui demanderait à être développé, doit attirer toute notre attention car, sur certains points, il représente une évolution non négligeable par rapport à un mode de représentation par le suffrage universel. Seulement voilà, sans cesse ballottée entre le marxisme et sa doctrine étatique et centraliste et une volonté de rechercher des formes d'organisation qui conservent la liberté aux composantes sociales, la Yougoslavie ne s'appuie, depuis l'origine, sur aucune cohérence doctrinale.

Ce manque de cohérence la fait tantôt tomber dans le piège d'une autonomie exacerbée et qui, poussée trop loin, rend le fédéralisme inapplicable et risque de s'orienter vers le confédéralisme puis l'indépendance. Ce même manque de cohérence la fait tantôt aller vers l'autoritarisme marxiste. Le parti communiste a eu beau se transformer en 1952 en « Ligue des communistes yougoslaves », son rôle reste le même. Parti unique, il reprend à son compte le sophisme que Marx a emprunté à Rousseau à savoir qu'un gouvernement élu (un parti) peut représenter dans leur intégralité les intérêts de toute une société (de toute une classe). Les sociétés capitalistes, les sociétés marxistes (et la Yougoslavie ne fait pas exception à la règle), reposent sur cette aberration réactionnaire. Aucun gouvernement, aucun parti ne peut représenter une société, une classe. Le rôle d'un gouvernement est toujours et ne peut être que d'imposer la volonté de quelques individus à l'ensemble des composantes de la société. Le rôle d'un parti ne devrait être que le rassemblement d'individus ayant des positions convergentes. Dès l'instant où il aspire à la conquête du pouvoir, dès l'instant où il prétend représenter autre chose que les aspirations de ses adhérents, il s'inscrit dans la lignée gouvernementaliste et réactionnaire. C'est ce qui peut nous permettre d'écrire sans gêne qu'il ne peut pas y avoir de « marxisme révolutionnaire » (même si des individus se croient sincèrement marxistes et révolutionnaires). Et lorsque pour qualifier les pays qui se prétendent socialistes,

on emploie les qualificatifs de « pays capitalistes d'Etat », force nous est de reconnaître qu'ils s'inscrivent parfaitement dans la logique marxiste, l'idéologique « socialiste autoritaire » n'étant rien d'autre qu'une proposition de capitalisme étatique absolu.

Le résultat pour la Yougoslavie de cette hésitation permanente entre marxisme, capitalisme et révolution, est que l'économie piétine, que l'inflation sévit en permanence, que le chômage, ouvert ou camouflé par l'émigration, ne décroît pas, que les luttes inter-ethniques s'intensifient, que la LCY se transforme en une nouvelle classe dominante (dont les privilèges ne sont d'ailleurs pas forcément économiques).

En contrepoint, l'appareil policier et militaire au service de l'Etat-parti se trouve obligatoirement renforcé. Depuis 1970, la Ligue communiste s'est trouvée contrainte de recourir à plusieurs reprises aux moyens les plus classiques des régimes marxistes : rhétorique plus rigoureuse, purges au sein du parti et suppression radicale des dissidences. Lorsqu'une société est mal organisée, quelle que soit son idéologie, l'appareil répressif est obligé d'intervenir. C'est le cas dans les pays de l'Est comme de l'Ouest. Nombreux ont été ceux qui ont espéré et espèrent encore que la Yougoslavie échappe à ces travers. Mais il est certain que tant qu'elle ne se débarrassera pas des derniers relents d'idéologie capitalo-marxiste, elle ne pourra pas échapper à ce sort.

La disparition de Tito peut avoir de nombreuses conséquences. La désagrégation de « l'expérience yougoslave » par l'éclatement des républiques ou l'intégration dans le bloc soviétique, sont des possibilités qui n'échappent à personne, car les principales forces réactionnaires ont toutes intérêt à cela. L'URSS bien sûr, toujours en quête de conquête, qui verrait ainsi un débouché sur l'Adriatique et qui réduirait au silence ce qui constitue aujourd'hui son « extrême-gauche » un peu bruyante ; mais aussi les Etats-Unis qui pourraient à nouveau parler du bloc uni, dangereux, de tous les pays socialistes.

Pour nous anarchistes, la Yougoslavie, avec toutes les tares que nous avons dénoncées, reste l'un des pays vers lesquels notre regard doit être tourné. En effet, les structures mises en place lui confèrent le privilège d'être l'un des rares pays « socialistes » à posséder une possibilité réaliste de s'engager dans une voie révolutionnaire.

Après tout, la suppression du parti comme force dirigeante, de la coercition étatique, des hiérarchies dans les revenus et donc dans les fonctions, l'exigence de la limitation de l'autorité aux accords librement passés entre tous les participants ayant chacun un poids équivalent dans les décisions, qu'ils soient membres ou non du parti..., pourraient tout à fait s'inscrire dans le cheminement du développement des composantes sociales de la Yougoslavie. Mais cela demande aux peuples yougoslaves de s'unir une nouvelle fois contre les principales forces réactionnaires et en l'occurrence ici avant tout contre la Ligue communiste.

Groupe FRESNES-ANTONY

**souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.**